

Élection présidentielle en Allemagne, le point à quelques jours du scrutin

Le point à
quelques jours
du scrutin

La démission surprise du Président allemand Horst Köhler le 31 mai dernier, une première dans l'histoire du pays, intervient dans une période difficile pour la coalition gouvernementale dirigée par la Chancelière Angela Merkel (CDU), rassemblant l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) et le Parti libéral-démocrate (FDP). Elle a obligé la Chancelière à organiser un scrutin présidentiel anticipé à haut risque. En effet, le candidat du Parti social-démocrate (SPD) et des Verts, le pasteur Joachim Gauck, est, à quelques jours du scrutin du 30 juin, donné favori d'une élection présidentielle qui n'a jamais suscité autant d'intérêt en Allemagne.

Le Chef de l'État, dont le rôle est essentiellement honorifique, est élu par l'Assemblée fédérale allemande (Bundesversammlung) qui regroupe 612 membres du Bundestag, Chambre basse du Parlement, et un nombre égal d'élus des 16 Länder, députés des Parlements régionaux ou personnalités de la société civile.

Joachim Gauck se décrit comme un « *conservateur de gauche* ». Il se dit proche des valeurs libérales et pense d'ailleurs qu'il sera élu à la Présidence de la République grâce aux voix de certains proches de la CDU/CSU et du FDP. Le candidat des forces de gauche est un ami de l'actuelle Chancelière. Il a déclaré au quotidien Bild Zeitung qu'il aurait pu être « *le candidat d'Angela Merkel* ». « *Ce n'est pas du tout mon intention de faire de l'ombre à la Chancelière avec ma candidature, j'ai observé avec grande attention et avec joie son ascension politique. Pour moi, il ne s'agit en aucun cas d'une joute personnelle* » a-t-il affirmé.

Joachim Gauck ne veut pas être qualifié d'homme qui pourrait faire tomber Angela Merkel et a indiqué qu'il avait été sur le point de renoncer à la candidature qui lui a été offerte pour ne pas gêner la Chancelière. « *J'ai été surpris et flatté que l'on pense à moi pour le poste. Mais je ne l'ai pas cherché et ce n'était vraiment pas mon intention de gêner Angela Merkel. Je suis sûr qu'elle ne voit pas ma candidature comme*

une attaque contre son gouvernement. Je veux juste le meilleur pour le pays » a déclaré Joachim Gauck. Ce pasteur, originaire comme la Chancelière de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), est un militant des droits civiques. Il a, après la chute du mur de Berlin en 1989, dirigé les recherches dans les archives de la Stasi, ancienne police politique de RDA.

En dépit des déclarations de Joachim Gauck, la candidature de celui que l'hebdomadaire Der Spiegel qualifie de « *meilleur Président* » sème le trouble au sein des forces de la coalition gouvernementale. Plusieurs personnalités de droite lui ont d'ores et déjà apporté leur soutien : Holger Zastrow, leader du FDP dans le Land de Saxe, Kurt Biedenkopf (CDU), qui a demandé à la Chancelière Angela Merkel de laisser aux grands électeurs le libre choix de leur vote le 30 juin prochain, et Jörg Schönbohm, ancien chef de la CDU dans le Land du Brandebourg, qui a déclaré : « *Je me demande pourquoi il ne serait pas possible dans le camp conservateur d'être d'accord avec le Parti social-démocrate sur le candidat Joachim Gauck* ».

Les sociaux-démocrates insistent sur l'autorité morale que représente leur candidat. « *Joachim Gauck se présente avec toute sa vie d'homme, pas avec une simple carrière politique bien remplie* » a ainsi déclaré le leader du SPD, Sigmar Gabriel.

Si le candidat du SPD et des Verts séduit les forces de droite, il n'a pas en revanche l'heur de plaire au Parti de gauche (Die Linke). Ainsi, la députée Gesine Lötzsch a affirmé que les membres de Die Linke ne pourraient « en aucun cas voter pour Joachim Gauck » à cause de son passé de militant anti-communiste. Le parti d'extrême gauche présente sa propre candidate à l'élection présidentielle du 30 juin : Lukrezia Jochimsen, ancienne sociologue et journaliste et actuelle députée.

Le candidat de la coalition gouvernementale au pouvoir s'appelle Christian Wulff (CDU). L'ancien ministre-président du Land de Basse-Saxe (2003-2010), poste dont il vient de démissionner pour se présenter à l'élection présidentielle (il a été remplacé par David McAllister), n'était pas le premier choix de la Chancelière Angela Merkel pour ce poste. Celle-ci avait tout d'abord souhaité voir l'actuelle ministre du Travail et des Affaires sociales, Ursula von der Leyen (CDU), succéder à Horst Köhler avant de s'incliner devant les pressions des caciques du parti comme devant celles de son partenaire au gouvernement, le FDP.

Après les démissions de Roland Koch (CDU), ministre-président du Land de Hesse, et de Jürgen Rüttgers (CDU), ministre-président du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie battu lors des élections régionales du 9 mai dernier, la Chancelière peut espérer en cas de victoire de Christian Wulff se débarrasser d'un autre de ses adversaires au sein de sa la CDU, « *placer l'un de ses derniers rivaux potentiels dans la cage dorée du château de Bellevue (résidence des Présidents allemands)* » selon les termes du politologue Gerd Langguth. « *A court terme, l'année 2010 où les postulants à la Chancellerie ont été éliminés peut être bénéfique pour la Chancelière Angela Merkel qui n'a plus à se soucier de ses rivaux. Mais à*

long terme, cela est mauvais pour elle car elle devra désormais convaincre de plus en plus le parti de la suivre. Et il se pourrait bien que tôt ou tard, le parti dise : « on a besoin de quelqu'un d'autre » analyse le politologue de l'université libre de Berlin, Gero Neugebauer.

« *Je pense qu'un Président de la République doit être capable de rassembler, de construire des ponts entre les gens, de les réconcilier, de porter le dialogue et le débat y compris entre des personnes d'origines différentes, de religions et de langues différentes* » a déclaré Christian Wulff qui a nommé dans son Land de Basse-Saxe une ministre issue d'une famille originaire de Turquie. En avril dernier, cependant, cette dernière a fait la « *une* » des médias lorsqu'elle a appelé à bannir le crucifix des écoles allemandes, une mesure inacceptable pour les catholiques de la CDU/CSU.

Les enquêtes d'opinion révèlent que si les Allemands étaient appelés à se prononcer, ils éliraient Joachim Gauck à la tête de l'État : 39% d'entre eux voteraient pour lui selon le baromètre politique de la chaîne de télévision ZDF et 31% pour Christian Wulff. Selon un sondage réalisé par l'institut Forsa pour l'hebdomadaire Stern, Joachim Gauck recueillerait 42% des suffrages et Christina Wulff 32%. Enfin, l'enquête d'opinion rendue publique par la chaîne ARD crédite Joachim Gauck de 40% des voix et 31% pour Christian Wulff.

La CDU/CSU et le FDP disposent de 21 sièges de plus que leurs adversaires au sein de l'Assemblée fédérale. Une avance a priori suffisante pour faire élire Christian Wulff. Mais une surprise est-elle possible ? Pour l'heure, Angela Merkel s'est mise en retrait de la campagne électorale présidentielle.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.